

LE SAUVETAGE DE VENCOREX EST ENCORE POSSIBLE : MOBILISONS-NOUS !

Le 24 février dernier, les élu·es écologistes régionaux d'Auvergne-Rhône-Alpes, avaient répondu à l'appel des organisations syndicales de Vencorex et Arkema pour sauver la plateforme chimique iséroise qui emploie 500 salariés directs et près de 6000 indirects. Nous avons rejoint les élu·es parlementaires Cyrielle Chatelain, Marie Pochon et Guillaume Gontard ainsi que les élus locaux Raphaël Guerrero, maire de Jarrie et Christophe Ferrari, maire de Pont-de-Claix et président de Grenoble Alpes Métropole. Ce rassemblement faisait suite à la proposition de nationalisation temporaire de l'entreprise Vencorex, balayée d'un revers de main le matin même par le Premier Ministre.

Malgré cela et le licenciement annoncé de 136 personnes, les salarié·es de Vencorex ont déposé le 5 mars une lettre d'intention pour la reprise du site auprès de l'administrateur judiciaire. Afin de préparer complètement ce projet, les représentant·es du personnel plaident, aujourd'hui 15h, pour une demande de prolongation de la période d'observation devant le Tribunal de Commerce. Le groupe Les Écologistes de la Région Auvergne-Rhône-Alpes est en total soutien de cette initiative.

Les salarié·es de Vencorex ont déjà le soutien de la Métropole de Grenoble, des mairies de Jarrie et de Pont-de-Claix, pour le lancement d'une Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC). Anticipant cette offre de reprise, notre groupe a adressé la semaine dernière un courrier à Fabrice Pannekoucke, Président de Région, pour qu'il accompagne ce projet et que la plateforme de chimie puisse perdurer sur le site. ***"Il serait incompréhensible que la Région investisse chaque année des dizaines de millions pour réindustrialiser et qu'elle laisse un site aussi stratégique fermer"***, affirme Fabienne Grebert, conseillère régionale Les Écologistes. Et de poursuivre : ***"Si la plateforme chimique de Pont-de-Claix ferme, c'est toute l'industrie auvergnate et rhônalpine qui vacillera"***.

La Région accompagne aujourd'hui de nombreux secteurs industriels qui dépendent, de près ou de loin, de la plateforme chimique de Pont-de-Claix. Les sels extraits de la mine de Hauterives avaient l'avantage d'être transformés sans émission carbone jusqu'à la plateforme. L'arrêt de l'exploitation de la mine serait synonyme de bouleversements géologiques pouvant conduire à des effondrements. Il apparaît alors nécessaire de sécuriser ce site qui pourrait devenir un exemple vertueux d'écologie industrielle territoriale. ***"À l'heure où l'ordre du monde est totalement perturbé, il est vital de viser la souveraineté industrielle, dès qu'on le peut"***, affirme Alexandra Caron-Cusey, conseillère régionale Les Écologistes.

Pour enclencher le projet, la Région pourrait investir 5 M€ par le biais de dispositifs déjà utilisés : participations en SCIC, garanties d'emprunt et subventions à l'investissement productif. Un financement nécessaire alors que les salarié·es rencontrent, cette semaine, des investisseurs et des grandes entreprises françaises qui pourraient soutenir le projet.

Économie, environnement, emplois et reclassement : autant de thématiques au cœur des compétences régionales et sur lesquelles la Région Auvergne-Rhône-Alpes se doit d'être engagée aux côtés de Vencorex afin d'orchestrer une coopération territoriale salvatrice.